

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE TAHITI

Société anonyme au capital de 2 514 666 000 F.CFP.
Siège social : Rue François Cardella, Papeete - Tahiti.
R.C. Papeete 6833 B -LBFON N° 6, N° TAHITI 030130001.

Comptes annuels individuels au 31 décembre 2024

I. — Compte de résultat.

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	3.1	11 565 157	9 817 094
Intérêts et charges assimilées	3.1	-5 824 536	-3 949 857
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2		
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2		
Revenus des titres à revenu variable	3.3	3 008	11 139
Commissions (produits)	3.4	3 638 269	3 485 974
Commissions (charges)	3.4	-1 201 804	-1 088 336
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	235 917	235 736
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	253 593	137 528
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	-193 754	-253 984
Produit net bancaire		8 475 849	8 395 294
Charges générales d'exploitation	3.8	-5 246 324	-4 840 798
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-337 759	-308 470
Résultat brut d'exploitation		2 891 766	3 246 026
Coût du risque	3.9	-570 782	-551 619
Résultat d'exploitation		2 320 984	2 694 407
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	4	-74
Résultat courant avant impôt		2 320 988	2 694 333
Résultat exceptionnel	3.11	-135 707	-525 000
Impôt sur les bénéfices	3.12	-772 715	-924 616
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		26 808	208 193
RESULTAT NET		1 439 375	1 452 909

II. — Bilan et Hors-bilan.

ACTIF

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales		32 533 563	35 039 967
Effets publics et valeurs assimilées	4.3		
Créances sur les établissements de crédit	4.1	64 569 100	46 698 113
Opérations avec la clientèle	4.2	261 559 525	250 138 077
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3		
Actions et autres titres à revenu variable	4.3		
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	285 878	277 706
Parts dans les entreprises liées	4.4		
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5		
Immobilisations incorporelles	4.6	192 467	263 792
Immobilisations corporelles	4.6	2 044 569	1 936 776
Autres actifs	4.8	1 989 970	1 094 494
Comptes de régularisation	4.9	766 937	968 040
TOTAL DE L'ACTIF		363 942 008	336 416 964

Hors bilan

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de financement	5.1	45 806 904	44 611 900
Engagements de garantie	5.1	14 969 826	15 896 276
Engagements sur titres		0	0

PASSIF

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	81 087 186	74 282 768
Opérations avec la clientèle	4.2	256 438 121	237 511 228
Dettes représentées par un titre	4.7	1 327 569	1 252 471
Autres passifs	4.8	1 678 533	1 753 043
Comptes de régularisation	4.9	3 726 634	3 281 783
Provisions	4.10	1 136 384	1 200 656
Dettes subordonnées	4.11	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	291 114	317 923
Capitaux propres hors FRBG	4.13	18 256 467	16 817 092
Capital souscrit		2 514 666	2 514 666
Primes d'émission		3 949 094	3 949 094
Réserves		3 713 839	3 713 839
Écart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		6 639 494	5 186 584
Résultat de l'exercice (+/-)		1 439 375	1 452 909
TOTAL DU PASSIF		363 942 008	336 416 964

Hors bilan

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus			
Engagements de financement	5.1	0	0
Engagements de garantie	5.1	227 973 418	214 929 836
Engagements sur titres			

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

Note 1. – Cadre général.

1.1. Le Groupe BPCE — Le Groupe BPCE¹ dont fait partie la Banque de Tahiti comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

— Les deux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne : Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe. Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement. Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE). Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires. Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

— BPCE : Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe. Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;

- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie. — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie. BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux. Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution. BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel. Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable. Le Fonds réseau Caisse d'Épargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable. Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 197 millions d'euros au 31 décembre 2024. Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe. Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres. Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire. Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents

¹ L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042.

contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Evénements significatifs de la Banque de Tahiti. — En 2024, à l'instar de l'économie mondiale qui a progressé à un rythme similaire à celui de 2023 (+3,3 %. Source FMI), soutenue par une croissance américaine supérieure aux prévisions, une zone indo-pacifique résiliente affichant un taux de croissance de près de 4,6 % (notamment porté par la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Australie), et une réduction confirmée de l'inflation. L'économie de la Polynésie Française a continué de progresser comme en témoigne le chiffre d'affaires des entreprises du Fenua qui réalise 4% de croissance sur les 12 derniers mois (source ISPF de décembre 2024).

Cette croissance positive de la Polynésie Française est notamment le résultat de la bonne tenue de la fréquentation touristique, soutenue par les Jeux Olympiques sur le Fenua, une consommation des ménages robustes qui bénéficie d'une inflation maîtrisée qui se stabilise autour de 1,4 %, et à un marché du travail qui continue d'embaucher sur tous secteurs d'activité confondus (+2,3 % sur les 12 derniers mois). De fait, profitant d'une demande extérieure soutenue et d'une demande intérieure résiliente, le nombre de salariés continue de progresser en termes d'équivalent temps plein : +2,8 % au troisième trimestre 2024 pour représenter 74 029 salariés en Polynésie Française, versus 70 760 en 2023 et 68 800 en 2022. Cette progression du niveau de l'emploi en Polynésie, et les nombreux recrutements opérés, ont permis de soutenir le revenu des ménages (+4,6 % de la masse salariale par rapport à 2023) avec un effet positif sur la consommation des ménages qui atteint un nouveau record en 2024 en valeur (+6 % sur 12 mois) et en volume (+ 8 % sur 12 mois), comme l'illustrent par exemple les très bons résultats des immatriculations des véhicules de tourisme (+20 % sur un an « dopé » par le salon de l'automobile du mois de septembre) ou encore la progression des crédits à la consommation (+ 10,8 % sur les neuf premiers mois de l'année).

De la même manière l'indice du Climat des Affaires (ICA) continue de progresser sur l'année, 109,5 au quatrième trimestre 2024, soit +1 point par rapport au trimestre précédent et bien au-dessus de sa moyenne longue période.

L'investissement des entreprises reste soutenu et les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise interrogés restent bien orientées. Les importations de biens d'équipements professionnels sont en hausse au troisième trimestre 2024 (+12,5 % CVS), de même que les immatriculations de véhicules utilitaires (+1,8 %, CVS). En témoigne la vitalité 2024 de la production de crédit aux entreprises individuelles qui croît de 5,7 % en rythme annuel, en particulier sur les crédits immobiliers (+ 80,8 %) et les crédits d'équipements (+10,9 %).

On peut également noter la très bonne résistance du tourisme dont l'activité se maintient en 2024, avec un volume en progression : la Polynésie a accueilli 241 570 touristes, soit une hausse de +1,2 % par rapport à 2023, qui était déjà une année record. Les touristes au Fenua ont dépensé en moyenne 380 000 XPF par séjour, hors transport international ; ce qui représente une manne économique de 100 milliards de XPF, soit près de 830 millions d'euros.

Pour autant, d'autres indicateurs et tendances montrent un paysage plus nuancé de la Polynésie Française

Ainsi, si le marché de l'emploi continue de progresser sur l'année 2024, le rythme de la croissance mensuelle ralentit chaque mois pour être nul à partir des mois d'août et de septembre. Les Jeux Olympiques ont en effet « boostés » l'emploi dans le secteur des services de manière ponctuelle, mais cela ne suffit pas à compenser les pertes d'emplois dans l'industrie et dans la construction, et ce malgré un secteur hôtelier qui résiste. En 2024, l'emploi est donc surtout porté par le contexte de l'Olympisme, qui a entraîné l'augmentation des effectifs dans les services (+ 4,6 %). A quoi s'ajoute l'évolution du taux horaire (+1,5 %) qui reste supérieur à l'inflation (+1,3 %).

Par ailleurs, si la consommation des ménages résiste, profitant notamment d'un ralentissement de l'inflation, elle est principalement boostée par le salon de l'automobile, de retour après quatre ans d'interruption, et dopant les achats des ménages. A ce titre, l'indice de confiance des ménages est révélateur de la fragilité de la consommation des ménages sur le Fenua : il se rétracte, tant sur six mois que sur un an, principalement en raison du pessimisme des ménages pour la période à venir, en particulier sur la situation économique du pays et sur le marché de l'emploi.

L'année 2024 en Polynésie reste également marquée par la vie politique autour du parti indépendantiste Tavini Huiraatira, dont les projets de réformes économiques, sociales et fiscales interrogent toujours autant les acteurs privés et les entreprises du Fenua ; notamment les projets de diminution de la défiscalisation sur le secteur touristique, la suppression des avantages fiscaux sur les véhicules hybrides et électriques, la mise en standby de grands programmes d'infrastructure ou encore des chantiers de réforme sur l'immobilier qui ont eu pour effet de reporter à plus tard les projets immobiliers des ménages. Cela s'est traduit par un très fort ralentissement de l'immobilier (-7,9 % en glissement annuel au T3 et après -22,3 % au T2) et plus particulièrement dans les grands projets de défiscalisation.

Plus globalement, ces incertitudes ont pesé en 2024 sur la production des crédits qui reflue de 20,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Cette diminution de la production de crédit concerne quasiment tous les marchés, dont les particuliers (-22 % sur les crédits habitat et - 25 % sur les crédits Entreprises) et les sociétés non financières (SNF) -42,7 %. Enfin il faut noter que l'activité touristique, si elle reste très bien orientée, est à nuancer avec un changement de tendance notable en 2024 : une baisse significative du taux d'occupation hôtelier (69% en 2024 versus 74% en 2023), et du tourisme terrestre marchand, qui a été compensée par une forte hausse des croisiéristes avec des répercussions sur la consommation touristique. Pour les experts du secteur, ces éléments traduisent une évolution de la typologie des clients : moins de nord-américains (-8% en 2024) et des clients venant d'autres régions du monde plus attentifs aux tarifs des nuitées hôtelières et avec des budgets plus contraints.

Standard & Poor's confirme une situation nuancée de la Polynésie Française

Le rating de l'agence de notation Standard & Poor's Global Rating, qui succède à Moody's pour évaluer la santé financière et budgétaire du Pays, résume cette ambivalence de la situation économique et sociale de la Polynésie Française.

Ainsi, dans les points positifs, la collectivité se voit attribuer un profil de crédit noté « A » à long terme et « A1 » à court terme. C'est un cran au-dessus du A3 attribué par Moody's en octobre 2023. Il s'agit de la meilleure note obtenue par le territoire depuis 2000. Standard & Poor's fondent notamment cette note sur le bon accès à l'emprunt « et son accès privilégié aux trois banques locales », la stabilité politique, le maintien des réserves budgétaires, l'appui continu de la métropole et le dynamisme économique du territoire qui a montré toute sa résilience depuis la sortie de la crise Covid : demande intérieure soutenue, poids de la commande publique et du secteur public qui représente un tiers du PIB et de la valeur créée.

En revanche Standard & Poor's note également, « malgré une excellente position en liquidités et un fardeau modéré de la dette », la nécessaire mise en œuvre des réformes structurelles engagées - notamment sur le financement de la protection

sociale dans un contexte de vieillissement de la population -, ainsi que les restructurations à réaliser sur les établissements publics et semi-publics structurellement en déficit et ne permettant pas de réaliser pleinement les investissements du pays en matière de commandes publiques et d'innovations.

A fin décembre 2024, le Produit Net Bancaire (PNB) s'établit à 8 475,8 millions F CFP en hausse de 80,5 millions F CFP par rapport à N-1 et en avance de 444,8 millions par rapport au budget.

La marge nette d'intérêts (MNI) globale est en retrait de 134,5 millions F CFP par rapport à 2023, mais reste en avance de 192,9 millions F CFP par rapport au budget.

Les intérêts des crédits clientèles profitent de la bonne dynamique observée sur la production de crédits, tous marchés confondus, couplée à des niveaux de taux supérieurs aux objectifs alors que les charges sur ressources clientèles s'affichent en hausse et au-dessus des prévisions. Ceci s'explique d'une part d'un transfert des ressources à vue et des livrets vers les DAT plus important qu'anticipé, et d'autre part d'une collecte fraîche de bon niveau (clientèle de Particuliers et Institutionnels). Faisant face à une vive concurrence de place au niveau des taux tout au long de l'année, la MNI commerciale s'affiche en baisse de 109 millions de F CFP par rapport à N-1,

La MNI interbancaire profite d'un moindre recours au refinancement de marché et de l'optimisation de la trésorerie disponible. L'effet volume permet de compenser l'effet taux négatif (les taux directeurs IEOM passent de 4 % fin 2023 à 3 % fin 2024) et permet également d'atteindre une MNI interbancaire pratiquement au niveau de N-1 et dépassant le budget de 348 millions de FCFP,

Le gain de change se stabilise au niveau de 2023, porté par une activité soutenue sur les opérations internationales.

Les commissions profitent d'une bonne dynamique commerciale et s'établissent en hausse de 38 millions de F CFP par rapport à 2023 et dépassent le budget de 105 millions de F CFP.

Parmi les variations significatives, on peut noter une hausse de 20,8 millions de F CFP sur les commissions de crédits en lien avec des frais de dossiers significatifs (sur dossiers spécifiques) ainsi que des produits d'assurance emprunteur. Les commissions sur vente de produits d'assurance IARD poursuivent leur développement enclenché depuis plusieurs années et atteignent ainsi un niveau record. La progression des commissions pour délivrance de cartes et sur location TPE ainsi qu'un volume d'activité monétique clientèle en hausse permettent aux commissions monétiques de progresser de 63,7 millions de F CFP par rapport à 2023 et de 99 millions F CFP par rapport au budget. Par contre, le moindre intérêt de la clientèle pour les placements en SCPI contribue au retard des commissions Hors-Bilan de 16,8 Millions de F CFP.

Les frais de gestion s'élèvent à 5 584 millions de F CFP, en hausse de 434 millions de F CFP par rapport à 2023 (+8,4 %) et de 381,6 millions par rapport au budget :

Les frais de personnel sont en dépassement de 218,9 millions de F CFP vs 2023 et de 226,8 millions de F CFP par rapport au budget. Ce dépassement s'explique principalement par l'ajustement de la provision d'intéressement tenant compte de l'accord signé en 2024 et du versement d'une prime pouvoir d'achat suite aux NAO 2024 non budgétés,

Les Impôts et Taxes sont en hausse de 4,8 millions de F CFP par rapport à 2023 et en dépassement de 6,2 millions de F CFP par rapport au budget,

Les services extérieurs sont en dépassement de 191 millions de F CFP par rapport à 2023 et en dépassement de 95,7 millions de F CFP du budget notamment liée au recours d'études stratégiques non budgétées.

Le coefficient d'exploitation ressort à 65,9 %, contre 64,8 % en 2023.

Le coût du risque est en dotation de 570 millions de F CFP contre 551 millions de F CFP en 2023, et s'établit en dépassement de 320 millions de F CFP par rapport au budget. Le coût du risque est essentiellement porté par les dotations individuelles compensées par une reprise de provision IFRS 9 pour 79 millions de F CFP.

Le résultat courant avant impôt 2024 affiche une baisse de 13,9 millions de F CFP par rapport à l'exercice 2023.

Le résultat net à fin décembre ressort à 1 439 millions de F CFP contre un budget annuel de 1 478 millions de F CFP, soit en recul de 39,5 millions de F CFP. La souscription aux différents programmes de défiscalisation a permis d'optimiser fiscalement ce résultat générant un crédit d'impôt cumulé de 408,1 millions de F CFP pour un abandon de créances cumulé de 135,7 millions de F CFP.

2024 a été marquée par :

Départ de M. Yvon LE CORRE de ses fonctions de Directeur de la Banque de Détail à compter du 30 septembre 2024, remplacé par M. Patrick RIVIERE, Directeur Général Délégué, Directeur des Ressources humaines et de la Production Bancaire et Directeur de la Banque de Détail ;

Départ de Mme Jamila DRAKNI de ses fonctions de Directrice du Développement à compter du 30 octobre 2024 ;

01/2024 : Réorganisation du pôle FI : évolution du pôle comptabilité

04/2024 :

Réorganisation du pôle BDD : adaptation du modèle BT

Réorganisation du pôle DRCCP : modification d'affectation des activités Contrôles Permanents et RO pour mise en cohérence avec organisation CEIDF et Groupe

08/2024 : Réorganisation du pôle BDD : évolution de la direction

10/2024 : Réorganisation du pôle DFI : regroupement des activités monétiques, des ressources et compétences SAB, création d'un emploi de data analyst.

11/2024 : Réorganisation du pôle Secrétariat Général : ajustement du pôle Affaires Judiciaires et Successions

1.4. Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux.

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation des comptes individuels et date de clôture. — Les comptes individuels annuels de la Banque de Tahiti sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 mars 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 29 avril 2025. Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'XPF, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024. Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement. L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique

2.3. Principes comptables généraux. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4. Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015. Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par la Banque de Tahiti représente 8 millions de F CFP. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 millions de F CFP. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 203 millions de F CFP. Le fonds de résolution a été constitué en 2015 par la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n°2015-1024 transposant cette directive. Le fonds est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution nationale (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution. Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2024. Le montant des contributions versées représente pour l'exercice -0.2 milliers de F CFP correspondant aux intérêts. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 18.5 millions de F CFP au 31 décembre 2024.

Note 3. – Informations sur le compte de résultat.

3.1. Intérêts, produits et charges assimilées.

Principes comptables — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

en milliers d' XPF	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	3 060 187	- 2 417 882	642 305	2 613 142	-1 953 459	659 682
Opérations avec la clientèle	8 504 970	- 3 406 654	5 098 316	7 203 952	-1 996 397	5 207 555
Dettes subordonnées						
Total	11 565 157	-5 824 536	5 740 621	9 817 094	-3 949 857	5 867 237

3.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

Principes comptables — Sont enregistrés à ce poste les produits et charges provenant d'immobilisations figurant à l'actif du bilan aux postes « Crédit-bail et opérations assimilées » et « Location simple », notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations.

Aucun produit et charge sur opérations de crédit-bail et locations assimilées à la Banque de Tahiti

3.3. Revenus des titres à revenu variable.

Principes comptables — Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

<i>en milliers d' XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable	3 008	11 139
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Total	3 008	11 139

3.4. Commissions.

Principes comptables — Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	375	-16 395	-16 020	489	-15 372	-14 884
Opérations avec la clientèle	1 276 370		1 276 370	1 309 161		1 309 161
Opérations sur titres	15 376	-11 662	3 714	4 158	-11 753	-7 595
Moyens de paiement	1 753 949	-1 173 748	580 201	1 591 750	-1 061 211	530 539
Opérations de change	122 416		122 416	117 309		117 309
Prestations de services financiers						
Activités de conseil	452 221		452 221	451 476		451 476
Total	17 562		17 562	11 633		11 633

3.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

Principes comptables — Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

<i>en milliers d' XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Opérations de change	235 917	235 736
Total	235 917	235 736

3.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

Principes comptables — Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activités de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

<i>en milliers d' XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations						
Dotations						
Reprises						
Résultat de cession						
Autres éléments						
Total			0			0

3.7. Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

Principes comptables — Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques. Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;

- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires	58 055	-79 677	-21 622	56 426	-86 199	-29 772
Activités immobilières						
Autres activités diverses	153 875	-102 382	51 493	81 102	-161 956	-80 855
Provision EL	41 662	-11 694	29 968	-	-5 829	-5 829
Autres produits et charges accessoires						
TOTAL	253 593	-193 754	59 839	137 528	-253 984	-116 456

3.8. Charges générales d'exploitation.

Principes comptables — Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-2 013 114	-1 882 518
Charges de retraite et assimilées	-322 640	-266 990
Autres charges sociales	-342 591	-328 927
Intéressement des salariés	-121 704	-102 667
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	-2 800 049	-2 581 102
Impôts et taxes		
Autres charges générales d'exploitation	-400 869	-405 713
Total des autres charges d'exploitation	-2 045 407	-1 853 984
Total	-4 840 798	-4 840 798

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 67 cadres et 223 non-cadres, soit un total de 290 salariés. Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

3.9. Coût du risque.

Principes comptables — Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance. Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1). Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors-bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties. Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<u>Dépréciation s d'actifs</u>										
Clientèle	-1 352 201	799 226	-21 054	3 246	-570 782	-1 183 678	655 011	-34 692	11 740	-551 619
Total	-1 352 201	799 226	-21 054	3 246	-570 782	-1 183 678	655 011	-34 692	11 740	-551 619

dont:

-reprises de dépréciations devenues sans objet

-reprises de provisions utilisées	113 225	757 375
-reprises de provisions devenues sans objet		
-Pertes couvertes par des provisions	-113 225	-102 364
Total reprises nettes	0	655 011

3.10. Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

Principes comptables — Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

en milliers d' XPF	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Résultat de cession			4	4			-74	-74
Total	0	0	4	4	0	0	-74	-74

3.11. Résultat exceptionnel.

Principes comptables — Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

en milliers d' XPF	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	-135 707	- 525 000
dont abandon de créances pour Défiscalisation	-135 707	-525 000
dont autres	0	0
Total	-135 707	-525 000

3.12. Impôts sur les bénéfices.

Principes comptables — La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et tient compte des éventuelles opérations de défiscalisation réalisées avant le 31 décembre.

La Banque de Tahiti n'a pas signé avec sa mère de convention d'intégration fiscale en raison de l'autonomie fiscale propre de la Polynésie Française et de l'absence de convention fiscale entre cette dernière et la France.

en milliers d' XPF	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Montant	en %	Montant	en %
Résultat comptable	1 439 375		1 452 909	
Retraitements extra comptables	969 238		1 461 295	
Résultat fiscal	2 408 613		2 914 204	
Montant de l'IS	843 015	35%	1 019 971	35%
Crédits d'impôts	-408 117		-509 986	
Montant de la CSIS	338 792	14%	414 631	14%
Autres dont provision pour Litige	-975		-	
Impôt comptabilisé	772 715	32%	924 616	32%

Au cours de l'exercice, la Banque de Tahiti a effectué 136 millions de francs pacifiques d'apports en compte courant dans 3 projets dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement applicables en Polynésie (3ème partie du Code des Impôts de la Polynésie Française). Ces souscriptions ont généré un crédit d'impôt de 181 millions de francs pacifiques. La Banque bénéficiait également d'un reliquat de 227 millions de francs pacifiques au titre des années antérieures.

Ainsi, l'exonération d'IS utilisée au compte de résultat 2024 s'élève à 408 millions de francs pacifiques et porte sur 50% de l'IS conformément à la limite fixée par la nouvelle réglementation fiscale polynésienne.

Par ailleurs, comme pour les exercices précédents, les crédits d'impôt sont constatés en profit au fur et à mesure de leur utilisation sans considération d'état d'avancement des projets correspondants.

3.13. Répartition de l'activité

en milliers d'XPF	Exercice 2024	Exercice 2023
Produit net bancaire	8 475 849	8 395 294
Frais de gestion	-5 584 083	-5 149 269
Résultat brut d'exploitation	2 891 766	3 246 026
Coût du risque	-570 782	-551 619
Résultat d'exploitation	2 320 984	2 694 407
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4	-74
Résultat courant avant impôt	2 320 988	2 694 333

Note 4. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

4.1. Opérations interbancaires.

Principes comptables — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées. Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés. Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire. Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement. Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

en milliers d' XPF

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Créances à vue	4 997 340	2 504 375
<i>Comptes ordinaires</i>	<i>4 997 340</i>	<i>2 504 375</i>
Créances à terme	58 824 511	43 303 293
<i>Comptes et prêts à terme</i>	<i>58 824 511</i>	<i>43 303 293</i>
Créances rattachées	747 250	890 444
Total	64 569 100	46 698 113

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 2 593 739 milliers de francs pacifiques à vue 58 743 116 milliers de francs pacifiques à terme. Le livret A n'est pas commercialisé en Polynésie.

en milliers d' XPF

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue	252 019	280 667
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	<i>252 019</i>	<i>280 667</i>
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>		
<i>Autres sommes dues</i>		
Dettes à terme	80 584 643	73 825 040
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	<i>80 584 643</i>	<i>73 825 040</i>
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>		
Dettes rattachées	250 524	177 061
Total	81 087 186	74 282 768

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 119 772 milliers de francs pacifiques à vue et 33 775 360 milliers de francs pacifiques à terme.

4.2. Opérations avec la clientèle.

4.2.1. Opérations avec la clientèle

Principes comptables — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'État — Le prêt garanti par l'État (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'État. Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'État à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'État couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'État pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit. La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché. Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'État sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer. Concernant la garantie de l'État, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'État est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt. A compter du 6 avril 2022, le PGE Résilience est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au

30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

Créances restructurées — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés. Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire. Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement. Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2). Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut ;
- Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Pour la Banque de Tahiti, la parfaite application de ces paramètres est complexifiée par l'indisponibilité de certaines informations structurantes (notes, volume d'opérations, profondeur d'historique, base de pertes), aussi une méthodologie de calibrage des dépréciations IFRS9 spécifique a été développée par la maison-mère.

Pour pallier ces écarts avec la méthode Groupe, un complément de provisions IFRS9 a été comptabilisé sous la forme de deux provisions sectorielles :

- Provision d'alignement avec le taux moyen de provisionnement du Réseau Caisse d'Épargne ;
- Provisions d'alignement Défaut / Douteux Retail.

Ces provisions avaient été constituées dans l'attente de l'aboutissement des travaux d'arrimage de la BT aux outils Groupe. Le volet sur l'arrimage à la nouvelle définition du défaut et au moteur de notation Groupe ayant abouti fin 2023, la provision au titre de l'alignement Défaut / Douteux Retail a été repris au 31/12/2023.

La provision sectorielle au titre de l'alignement avec le taux moyen de provisionnement du Réseau Caisse d'Épargne a elle été conservée dans l'attente de la revue de la méthode de calcul IFRS9.

Par ailleurs, il est à noter qu'à fin 2020, une provision sectorielle liée au contexte COVID avait été constituée, elle a été maintenue et n'est plus spécifique au contexte COVID, elle permet notamment de couvrir le risque sur les encours non douteux présentant des critères de risques spécifiques. Les hypothèses de calcul sont actualisées annuellement selon le contexte économique et les différents indicateurs de risques externes et internes.

— Créances sur la clientèle :

en milliers d'XPF

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	8 300 495	9 176 681
Créances commerciales	499 163	646 248
Autres concours à la clientèle	248 757 260	236 876 992
<i>Crédits de trésorerie et de consommation</i>	<i>47 732 811</i>	<i>49 375 974</i>
<i>Crédits à l'équipement</i>	<i>74 300 414</i>	<i>65 279 133</i>
<i>Crédits à l'habitat</i>	<i>110 957 265</i>	<i>105 844 799</i>
<i>Autres crédits à la clientèle</i>	<i>15 415 188</i>	<i>15 950 820</i>
<i>Autres</i>	<i>351 581</i>	<i>426 265</i>
Créances rattachées	524 265	405 126
Créances douteuses	6 635 781	5 663 925
Dépréciations des créances sur la clientèle	-3 157 439	-2 630 895
Total	261 559 525	250 138 077
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>685 930</i>	<i>707 967</i>
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>	<i>685 930</i>	<i>707 967</i>

Les Prêts Garantis par l'État (PGE) s'élèvent à 6 458 millions de francs pacifiques au 31 décembre 2024 contre 10 288 millions de francs pacifiques au 31 décembre 2023.

— Dettes vis-à-vis de la clientèle :

en milliers d'XPF

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial	49 963 441	54 989 264
<i>PEL / CEL</i>	<i>4 913 386</i>	<i>4 609 204</i>
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	<i>45 050 055</i>	<i>50 380 060</i>
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	202 969 968	179 462 779
Dépôts de garantie	27 828	24 438
Autres sommes dues	645 541	152 329
Dettes rattachées	2 831 343	2 882 419
Total	256 438 121	237 511 228

(*) *Il s'agit de livrets rémunérés à fin 2017 à 0.1% et de livrets jeunes rémunérés à 0.6% non soumis à la législation métropolitaine.*

(**) *Depuis le 31 décembre 2020, conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.*

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

	31/12/2024			31/12/2023		
<i>en milliers d'XPF</i>	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	110 036 172		110 036 172	111 528 000		111 528 000
Autres comptes et emprunts		92 933 797	92 933 797		67 934 779	67 934 779
Total	110 036 172	92 933 797	202 969 968	111 528 000	67 934 779	179 462 779

4.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique :

<i>en milliers d'XPF</i>	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	114 133 453	1 825 289	738 598	1 411 854	579 530
Entrepreneurs individuels	3 006 723	271 998	171 212	233 527	144 602
Particuliers	132 551 271	4 536 875	2 246 010	3 459 471	1 767 311
Administrations privées	1 315 356	1 620	1 620	1 620	1 620
Administrations publiques et Sécurité Sociale	6 400 280				
Autres	149 834				
Total au 31 décembre 2024	257 556 918	6 635 781	3 157 439	5 106 471	2 493 062
Total au 31 décembre 2023	246 699 921	5 663 925	2 630 895	4 270 051	2 075 578

4.3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable.

4.3.1. Portefeuille titres :

Principes comptables — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable. Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction. Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque. Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif. Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Titres de transaction — Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement — Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie. Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle. Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté. Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt. Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres. Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille — L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées. Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable. Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une

dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

La Banque de Tahiti ne détient pas de titres souverains européens émis par la Grèce, l'Irlande, le Portugal, Chypre, l'Espagne, la Hongrie ou l'Italie.

- Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe : La Banque de Tahiti ne possède ni obligation, ni titres à revenu fixe.
- Actions et autres titres à revenu variable : La Banque de Tahiti n'a pas d'activité de portefeuille.

4.3.2. Evolution des titres d'investissement : La Banque de Tahiti ne possède pas de titres d'investissement.

4.3.3. Reclassement d'actifs

Principes comptables — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actifs.

4.4. Participations, Parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme.

Principes comptables — Titres de participation et parts dans les entreprises liées — Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent. Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

4.4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

	01/01/2024	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2024
<i>en milliers d'XPF</i>						
Valeurs brutes	1 481 112	116 367	-56 250		27 511	1 568 741
Participations et autres titres détenus à long terme	1 481 112	116 367	-56 250		27 511	1 568 741
Dépréciations	1 203 406	135 707	-56 250		0	1 282 863
<i>Participations et autres titres à long terme</i>	1 203 406	135 707	-56 250		0	1 282 863
Immobilisations financières nettes	277 706	-19 340	0		27 511	285 878

Lors de souscription dans des projets de défiscalisation les abandons de créances sont enregistrés en participations et sont provisionnés à 100%. En 2024, la Banque a souscrit dans 3 projets pour 136 millions de francs pacifiques contre 525 millions de francs pacifiques en 2023.

À noter également 1 sortie de défiscalisation pour un montant total de 56 millions de francs pacifiques.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts.

4.4.2. Tableau des filiales et des participations (en milliers de francs pacifiques) :

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
1. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
SOGEFOM	131 528	1 074 438	3,76%	3 718	3 718			174 286	2 932		
SOFIDEP	1 500 000	3 845 792	1,67%	5 000	5 000			2 688	436 829		
SWIFT			0,10%	339	339						
EDT	5 406 095	3 396 705	0,47%	50 000	50 000			21 496 455	753 578		
AIR TAHITI	2 760 000	4 517 510	2,00%	21 450	21 450			17 318 840	-2 259 518		
GIE SIEPF			20,00%								
GIE TECHNOLOGY SHARED SERVICES PACIFIQUE (T2S PACIFIQUE)	10 000		24,00%	2 400	2 400						
Apport en CCA SPPT douteux											
Mécanisme de solidarité				202 893	202 893						
Certificats d'associés (FGDR)				48	48						
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales françaises (ensemble)				1 282 893	30						
Filiales étrangères (ensemble)											
Certificats d'associations											
Participations dans les sociétés françaises											
Participations dans les sociétés étrangères											
dont participations dans les sociétés cotées											

4.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable — La Banque de Tahiti n'a aucune entreprise.

4.5. Opérations de crédit-bail et de locations simples

Principes comptables — L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective. En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations. En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné. Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

La Banque de Tahiti n'a aucune opération de crédit-bail et de locations simples.

4.6. Immobilisations incorporelles et corporelles.

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de de l'Autorité des normes comptables (ANC).

4.6.1. Immobilisations incorporelles

Principes comptables — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation. Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire. Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations. Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	1 473 088	162 727	-129 481		1 506 334
Droits au bail et fonds commerciaux	137 116				137 116
Logiciels	1 335 972	162 727	- 129 481		1 369 218
Amortissements et dépréciations	1 209 296	104 570			1 313 866
Droits au bail et fonds commerciaux	93 616				93 616
Logiciels	1 115 680	104 570			1 220 250
Autres	1 115 680	104 570			1 220 250
Total valeurs nettes	263 792	58 156	-129 481		192 467

4.6.2. Immobilisations corporelles

Principes comptables — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours. Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu. Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

<i>Postes</i>	<i>Durée</i>
<i>Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes</i>	<i>20 à 50 ans</i>
<i>Toitures</i>	<i>25 ans</i>
<i>Ascenseurs</i>	<i>15 ans</i>
<i>Installations de chauffage ou de climatisation</i>	<i>10 ans</i>
<i>Éléments de signalétique et façade</i>	<i>5 à 10 ans</i>
<i>Ouvrants (portes et fenêtres)</i>	<i>20 ans</i>
<i>Clôtures</i>	<i>10 ans</i>
<i>Matériel de sécurité</i>	<i>5 à 7 ans</i>
<i>Câblages</i>	<i>10 ans</i>
<i>Autres agencements et installations des constructions</i>	<i>10 ans</i>

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	4 588 506	629 985	-294 366		4 924 125
Immobilisations corporelles d'exploitation	4 334 215	611 247	-289 146		4 656 317
Terrains	173 240				173 240
Constructions	510 958	64 129			575 087
Autres	3 650 017	547 119	-289 146		3 907 990
Immobilisations hors exploitation	254 291	18 737	-5 220		267 808
Amortissements et dépréciations	2 651 730	233 188	-5 362		2 879 556
Immobilisations corporelles d'exploitation	2 564 729	222 146	-142		2 786 733
Constructions	421 151	13 014			434 166
Autres	2 143 577	209 132	-142		2 352 567
Immobilisations hors exploitation	87 001	11 042	-5 220		92 823
Total valeurs nettes	1 936 776	396 796	-289 004		2 044 569

4.7. Dettes représentées par un titre.

Principes comptables — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif. Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir. Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse et bons d'épargne	1 307 300	1 240 991
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Dettes rattachées	20 268	11 481
Total	1 327 569	1 252 471

Il n'y a pas de prime de remboursement ou d'émission restant à amortir.

4.8. Autres actifs et autres passifs.

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	401 218	1 089 621	385 591	1 230 201
Dépôts de garantie reçus et versés	159 816	471	152 172	471
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	1 428 936	588 441	556 731	522 371
Total	1 989 970	1 678 533	1 094 494	1 753 043

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

Les autres débiteurs divers comprennent principalement les acomptes des fournisseurs pour 1 428 712 milliers de francs pacifiques.

Les créditeurs divers comprennent des dettes relatives aux personnels pour 499 269 milliers de francs pacifiques

4.9. Comptes de régularisation.

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Charges et produits constatés d'avance	43 924	38 047	48 937	34 199
Produits à recevoir/Charges à payer	71 604	1 354 883	74 824	930 715
Valeurs à l'encaissement	404 696	1 051 376	518 726	1 166 719
Autres	246 714	1 282 328	325 553	1 150 150
Total	766 937	3 726 634	968 040	3 281 783

(1) et (2) Détail le cas échéant

Les autres comptes de régularisation débiteurs se composent des échéances d'effets non encore reversées pour 28 833 milliers de francs pacifiques, des crédits en attente d'encaissement pour 9 598 milliers de francs pacifiques et des chèques en attente d'encaissement pour 29 598 milliers de francs pacifiques.

Les autres comptes de régularisation créditeurs divers se composent principalement des fonds à reverser à la CDC pour 138 449 milliers de francs pacifiques et de fonds reçus sur les comptes de trésorerie de la banque non encore affectés pour 1 003 millions de francs pacifiques

4.10. Provisions.

Principes comptables — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux — Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme — Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

- Avantages à long terme — Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail — Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi — Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme. La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture

des engagements et des éléments actuariels non-reconnus. Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement — Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi. Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL. Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part. Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations. La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

La provision sectorielle initialement constituée durant la période COVID a été maintenue dans le contexte post-COVID.

Celle-ci a été actualisée avec les derniers indicateurs économiques et de risque disponibles.

Après application d'exclusions sur les encours douteux ou à garantie forte notamment, une ventilation par critère de risque est opérée sur le reste des encours : un taux de défaut et de provisionnement est appliqué selon le segment IFRS9 de l'encours et la présence ou non d'un critère de risque.

Les critères de risque initiaux ont été reconduits (encours liés au secteur THR, ayant bénéficié de mesures d'aide COVID ou avec une note sensible) ; avec le contexte inflationniste post-covid, deux nouveaux critères de risque ont été ajoutés, relatifs au secteur BTP et aux crédits à la consommation sur les clients présentant une note dégradée.

Dans la même logique, l'amélioration des indicateurs économiques nous a conduit à revoir à la baisse le taux de défaut des encours S1 (8% au lieu de 10%), les autres taux de défaut ont été maintenus.

Les taux de provisions ont quant à eux été actualisés avec les dernières données disponibles (taux moyen de provision S2, taux moyen de provision de la banque). Les modalités d'évaluation de la provision IFRS9 sont décrites au paragraphe 4.2.1

4.10.1. Tableau de variations des provisions :

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Dotations	Autres variations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	18 633	22 150		-13 534	27 249
Provisions pour engagements sociaux	263 318	121 782		-68 141	316 958
Provisions pour PEL/CEL	53 415	11 694		-41 662	23 447
Autres provisions pour risques	865 289	403 945		-500 504	768 729
<i>Provisions pour impôts</i>	0				-
<i>Provision sectorielles</i>	510 632	335 984		-284 463	562 154
<i>Provision IFRS9</i>	195 721	38 568		-117 920	116 370
<i>Autres</i>	158 936	29 392		-98 122	90 206
Total	1 200 656	559 570		-623 842	1 136 384

4.10.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Dotations	Autres variations	Reprises	31/12/2024
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	2 630 895	1 219 166		-692 622	3 157 439
Dépréciations sur créances sur la clientèle	2 630 895	1 219 166		-692 622	3 157 439
Dépréciations sur autres créances	0				-
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	724 987	396 702		-415 916	705 773
Provisions sur engagements hors bilan (1)	18 634	22 150		-13 534	27 249
Provisions sectorielles	0				-
Provisions IFRS9	510 632	335 984		-284 463	562 154
Total	195 721	38 568		-117 920	116 370

4.10.3. Provisions pour engagements sociaux.

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies — Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) et un régime sur complémentaire auquel adhère la Banque de Tahiti. L'engagement de la Banque de Tahiti est limité au versement des cotisations.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme — Les engagements de la Banque de Tahiti concernent les régimes suivants :

- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière ;
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2013-R-02 de L'Autorité des Normes Comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Analyses des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

<i>en milliers d' XPF</i>	<u>Régimes CARBP/ ex-CGRCE</u>	Retraites	Autres engagts	31/12/2024	<u>Régim es CARB P / ex- CGRCE</u>	Retraites	Autres engagts	31/12/2023
Valeur actualisée des engagements financés			149 542	149 542			115 663	115 663
Solde net au bilan	0	0	149 542	149 542	0	0	115 663	115 663

Analyses de la charge de l'exercice :

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024				31/12/2023			
	<u>Régimes CARBP/ ex- CGRCE</u>	Retraites	Autres engagements	Total	<u>Régimes CARBP/ ex- CGRCE</u>	Retraites	Autres engagements	Total
Autres			20 000	20 000			-19 092	-19 092
Total	0	0	20 000	20 000	0	0	-19 092	-19 092

Principales hypothèses actuarielles — Les tables de mortalité utilisées sont les tables de mortalité réglementaires prescrites par le Code des Assurances : TH0002 (Hommes) et TF0002 (Femmes).

4.10.4. Provisions PEL/CEL.

Encours des dépôts collectés :

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	1 288 287	1 058 119
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 477 346	1 627 222
* ancienneté de plus de 10 ans	1 575 329	1 482 085
Encours collectés au titre des plans épargne logement	4 340 962	4 167 426
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	572 424	441 777
Total des encours collectés au titre de l'épargne logement	4 913 386	4 609 204

Encours des crédits octroyés :

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	0	155 204
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	0	0
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement	0	155 204

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL) :

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Dotations / reprises nettes	31/12/2024
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	12 051	-12 051	0
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	30 640	-30 640	0
* ancienneté de plus de 10 ans	33	13 848	13 881
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	42 724	-28 842	13 881
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	10 713	-1 147	9 566
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-21	21	
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-21	21	
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement	53 415	-29 968	23 447

4.11. Dettes subordonnées.

Principes comptables — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

La Banque de Tahiti n'a pas émis de prêt subordonné remboursable.

4.12. Fonds pour risques bancaires généraux.

Principes généraux — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

<i>en milliers d' XPF</i>	01/01/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	53 923	13 468	-40 276		27 114
Provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme	264 000				264 000
Total	317 923	13 468	-40 276	0	291 114

4.13. Capitaux propres.

<i>en milliers d' XPF</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2022	2 514 666	3 949 094	7 534 365	1 366 058	15 364 183
Mouvements de l'exercice			1 366 058	86 851	1 452 909
Total au 31 décembre 2023	2 514 666	3 949 094	8 900 423	1 452 909	16 817 093
Variation de capital					0
Résultat de la période				1 439 375	1 439 375
Affectation du résultat			1 452 909	-1 452 909	0
Autres mouvements (1)					0
Total au 31 décembre 2024	2 514 666	3 949 094	10 353 333	1 439 375	18 256 467

(1) changement de méthode

Le capital social de la Banque de Tahiti s'élève à 2 514 666 milliers de francs pacifiques et est composé de 419 111 actions au nominal de 6 000 francs pacifiques, entièrement souscrites par ses actionnaires dont 405 397 actions détenues par Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile de France. Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2024 statuant sur les comptes 2023, le résultat 2023 a été reporté à nouveau. Les réserves sont composées de la Réserve Légale pour 251 467 milliers de francs pacifiques, des autres réserves pour 3 462 372 milliers de francs pacifiques et du report à nouveau de 6 639 494 milliers de francs pacifiques.

4.14. Durée résiduelle des emplois et ressources.

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers d' XPF</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2022
Total des emplois	49 469 557	34 642 440	120 173 545	121 843 083		326 128 625
Créances sur les établissements de crédit	27 430 146	10 217 749	26 907 705	13 500		64 569 100
Opérations avec la clientèle	22 039 411	24 424 690	93 265 840	121 829 583		261 559 525
Total des ressources	219 994 959	62 244 772	54 831 338	1 781 806		338 852 875
Dettes envers les établissements de crédit	21 461 777	19 713 107	39 469 905	442 396		81 087 186
Opérations avec la clientèle	197 873 160	41 967 449	15 312 602	1 284 910		256 438 121
Dettes représentées par un titre	660 022	564 216	48 830	54 500		1 327 569
Dettes subordonnées						

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

Note 5. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.

5.1. Engagements reçus et donnés.

Principes comptables — Engagements de financement — Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit. Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits

confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Engagements de garantie — Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés. Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés. Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

5.1.1. Engagements de financement.

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
en faveur des établissements de crédit	120 000	85 093
en faveur de la clientèle	45 686 904	44 526 808
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>405 160</i>	<i>430 514</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>45 281 744</i>	<i>44 096 294</i>
<i>Autres engagements</i>		
Total des engagements de financement donnés	45 806 904	44 611 900
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	0

5.1.2. Engagements de garantie.

<i>en milliers d' XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	1 769 941	1 657 849
<i>- autres garanties</i>	<i>1 769 941</i>	<i>1 657 849</i>
D'ordre de la clientèle	13 199 886	14 238 427
<i>- cautions immobilières</i>	<i>1 219 000</i>	<i>715 000</i>
<i>- cautions administratives et fiscales</i>	<i>2 775 933</i>	<i>2 695 568</i>
<i>- autres cautions et avals donnés</i>	<i>8 332 367</i>	<i>9 994 157</i>
<i>- autres garanties données</i>	<i>872 586</i>	<i>833 703</i>
Total des engagements de garantie donnés	14 969 826	15 896 276
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	227 973 418	214 929 836
Total des engagements de garantie reçus	227 973 418	214 929 836

5.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	46 501 327	<i>0</i>	59 505 180	<i>0</i>
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total	46 501 327	0	59 505 180	0

Au 31 décembre 2024, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent 46 501 327 milliers de francs pacifiques de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de IEOM. Et dans le cadre du PGE, la garantie reçue de l'État représente 5 964 424 milliers de francs pacifiques.

5.2. Opérations sur instruments financiers à terme.

Principes comptables — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;

- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat. Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation. En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ». Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés. Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument. La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ». Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché. Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat. Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture. Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

5.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme.

en milliers d' XPF	31/12/2024				31/12/2023			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Opérations de gré à gré	10 583 283	-10 576 605	6 679	0	7 198 806	-7 196 291	2 515	0
Autres contrats de change	10 583 283	-10 576 605	6 679		7 198 806	-7 196 291	2 515	
Total opérations fermes	10 583 283	-10 576 605	6 679	0	7 198 806	-7 196 291	2 515	0

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des achats et ventes à terme de devises.

5.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

5.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

en milliers d'euros	31/12/2024			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés				0
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations fermes	0	0	0	0
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

5.3. Opérations en devises

Principes comptables — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition. Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de change comptant		
Monnaies à recevoir non reçues	164 725	159 398
Monnaies à livrer non livrées	70 569	88 910
TOTAL	235 294	248 308

5.4. Ventilation du bilan par devise.

En milliers XPF	2024		2023	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Euro	45 760 165	45 760 165	37 317 254	37 317 273
Francs Pacifiques	282 937 962	282 937 940	264 788 547	264 788 766
Dollar Américain	20 715 610	20 715 397	20 119 513	20 119 317
Livre Sterling	128 932	128 932	167 171	167 171
Yen Japonais	260 287	260 290	127 797	127 797
Dollar Australien	1 940 611	1 940 618	2 051 931	2 051 931
Dollar Canadien	42 341	42 341	49 114	49 114
Dollar Suisse	1 972	1 976	1 041	1 041
Dollar Hong Kong	112	112	847	847
Dollar Néozélandais	12 136 766	12 136 983	11 771 795	11 771 753
Dollar Singapour	16 870	16 874	21 077	21 077
Autres devises	379	379	878	878
Total	363 942 008	363 942 008	336 416 964	336 416 964

Note 6. – Autres informations.

6.1. Consolidation.

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 211-2 du règlement ANC 2020-01, la Banque de Tahiti n'établit pas de comptes consolidés. Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements

Aucune avance, aucun crédit et/ou aucun engagement n'ont été accordés aux mandataires sociaux ou aux membres du Conseil d'Administration à des conditions qui diffèreraient des conditions appliquées aux salariés de la Banque de Tahiti.

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes.

<i>en milliers d' XPF</i>	PriceWaterhouseCoopers devenu BDO				KPMG			
	Exercice 2024		Exercice 2023		Exercice 2024		Exercice 2023	
	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	9 625	47%	9 535	41%	10 950	53%	13 797	59%
TOTAL	9 625		9 535		10 950		13 797	

6.4. Implantation dans les pays non coopératifs.

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires. Ces obligations s'inscrivent

dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction. Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 16 février 2024 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts. Au 31 décembre 2024, la Banque de Tahiti n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

IV. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion 2024 est disponible sur simple demande adressée à la société Banque de Tahiti SA, Direction financière, BP 1602, 98713 PAPEETE - RP, Polynésie Française.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2024.

A l'attention de l'assemblée générale de la Banque de Tahiti S.A.,

Opinion — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque de Tahiti S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance — Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation - Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3.12 « Impôt sur les bénéfices » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable des opérations de défiscalisation et à la constatation des crédits d'impôt au fur et à mesure de leur utilisation, sans considération d'état d'avancement des projets concernés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit — En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit - dépréciation individuelle et collective

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>La Banque de Tahiti est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, votre banque enregistre, dans ses comptes individuels, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie du crédit, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par votre banque.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation</p>	<p>Provisionnement des encours de crédit non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit :</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prendre connaissance des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,- Nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant la surveillance du risque de crédit des créances non douteuses,- Apprécier le contrôle de la base des expositions utilisée pour déterminer le provisionnement des encours non douteux. <p>Dépréciation des encours de crédit douteux et douteux compromis :</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons, d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelles.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la</p>

du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions et dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, en particulier, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédit aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation des encours de crédits douteux et douteux compromis.



Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de créances sur la clientèle s'élève à 3 157 M F CFP pour un encours brut de 264 717 M F CFP (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation à hauteur de 6 636 M F CFP) au 31 décembre 2024.

Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à 571 M F CFP (contre 552 M F CFP sur l'exercice 2023).

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.9 « Coût du risque » et 4.2. « Opérations avec la clientèle » de l'annexe.

base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants des provisions. Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2024.

Vérifications spécifiques — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels — *Objectif et démarche d'audit* Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies

- dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense et Papeete, le 11 avril 2025

KPMG S.A.
Marie-Christine Jolys
Associée

S.C.P. Changues-Ménard-Albert-Boyer
Elisabeth Albert
Associée

VI. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'attention de l'assemblée générale de la Banque de Tahiti S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, modifié par l'arrêté 1570 du 13 octobre 2016, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 92 du décret du 23 mars 1967 modifié par l'arrêté 1570 du 13 octobre 2016 relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Convention non autorisée préalablement

En application de L225-42 du code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

- **Contrat de prestation de services conclu entre la Banque de Tahiti et l'Établissement stable en Polynésie Française du GIE Technology Shared Services Pacifique (T2S Pacifique)**

Personnes concernées : Madame Florence DUMORA et Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 7 décembre 2012 a autorisé le contrat de prestation de services signé le 21 novembre 2012 avec prise d'effet au 1^{er} avril 2012, et modifié par un avenant en date du 15 février 2017. Cet avenant n'a pas été approuvé préalablement du fait d'une omission du Conseil d'Administration.

Cette convention porte sur les prestations suivantes :

- Recrutement
- Formation
- Gestion de carrières
- Paie
- Relations avec les organismes extérieurs
- Agence du personnel

Un montant de 958 400 XPF hors taxes a été comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article 91 du décret du 23 mars 1967, modifié par l'arrêté 1570 du 13 octobre 2016, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Bail commercial conclu entre la Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti :

Personne concernée : Monsieur Frédéric PANIGOT

Un bail commercial a été signé en date du 19/03/2021, et modifié par un avenant en date du 23 mars 2021, et qui concerne la location d'un ensemble immobilier dénommé « Centre commercial du Marché ».

Cette convention a été autorisée a posteriori par votre conseil d'administration en date du 15 mars 2022 et ratifiée par l'Assemblée générale du 28/04/2022.

La durée du bail est de 9 années à compter du 1^{er} avril 2021 soit jusqu'au 31 mars 2030.

Le montant de loyer comptabilisé au titre de l'exercice 2024 s'élève à 1 681 212 XPF hors taxes.

2. Conventions de services conclues entre la Banque de Tahiti et GIE Technology Shared Services Pacifique (T2S Pacifique)

Personnes concernées : Madame Florence DUMORA et Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 7 décembre 2012 a autorisé la convention de services signée le 23 octobre 2012 avec prise d'effet au 1^{er} avril 2012 portant sur les services suivants :

- Exploitation et production informatiques,
- Exploitation et production monétiques,
- Assistance aux utilisateurs à travers le service desk,
- Administration des systèmes et réseaux,
- Maintenance corrective et montée de version logicielle,

- Assistance à la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre tant pour les évolutions du système d'information que pour la conduite de projets informatiques,
- Sécurisation et supervision des systèmes informatiques,
- Reporting et mesure de la qualité de services.

Le montant enregistré en charges sur 2024 s'élève à 634 354 996 XPF hors taxes.

3. Convention de garantie conclue entre la Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti

Personnes concernées : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 28 juin 2011 a autorisé la convention signée en date du 23 décembre 2010, valable pour une durée de trois ans à partir du 1^{er} janvier 2011, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction.

La Banque de Tahiti s'est engagée à garantir le paiement des sommes dues par des clients dans la limite de la part garantie à BPCE Lease Tahiti.

Au titre de l'exercice 2024, votre société a enregistré dans ses comptes un produit de 44 561 026 XPF hors taxes.

4. Convention de gestion conclue entre Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti :

Personne concernée : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 14 septembre 2022 a autorisé la convention de gestion signée le 20 septembre 2022 avec prise d'effet rétroactive au 1^{er} janvier 2022 et renouvelable de plein droit par tacite reconduction par période annuelle portant sur les services suivants fournis par la Banque de Tahiti à BPCE Lease Tahiti :

- Assistance et mise à dispositions de ressources informatiques
- Assistance commerciale générale en lien avec l'objet sociale de BPCE Lease Tahiti.

La rémunération globale annuelle 2024 enregistrée en produits dans les comptes de votre société pour les prestations relatives à cette convention s'élève à 2 500 000 XPF hors taxes.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Convention cadre crédit-bail entre BPCE Lease (anciennement Natixis Lease) et BPCE International

Personnes concernées : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 28 juin 2011 a autorisé votre société à adhérer à la convention cadre crédit-bail conclue entre BPCE Lease et BPCE International en date du 23 décembre 2010. La Caisse d'Épargne Ile-de-France était cessionnaire des droits et obligations de BPCE International au titre de cette convention. Cette convention détermine les modalités de commercialisation par la Banque de Tahiti des contrats de crédit-bail mobiliers, de location financière, de location avec option d'achat et de crédit-bail immobilier. La banque s'engage à instruire et analyser les dossiers des clients ; elle se charge à ce titre de procéder aux vérifications d'usage en matière de lutte anti-blanchiment et d'insolvabilité. La Banque de Tahiti s'est engagée à garantir le paiement des sommes dues par les clients dans la limite de la part garantie à BPCE Lease Tahiti. Au titre de l'exercice 2024, aucun montant n'a été comptabilisé au titre de cette convention.

Paris La Défense et Papeete, le 29 avril 2025

KPMG Audit S.A.

SCP Changues-Ménard-Albert-Boyer

Marie-Christine Jolys
Associée

Elisabeth Albert
Associée